

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°10 – octobre 2025

Sommaire

L'info/ le chiffre à retenir

Transition Ecologique & Énergétique

1. Loi d'accélération de l'hydrogène : projet adopté par le gouvernement
2. Ministère de l'Économie et de l'Énergie (BMWE) : nouvel organigramme
3. Fusion nucléaire : plus de 2 Mds d'investissement prévus dans la recherche
4. Déplacement de la ministre K.Reiche en Ukraine
5. Débats autour de la baisse des prix de l'électricité
6. L'Allemagne relance les « contrats de protection du climat » pour l'industrie
7. Adoption par le gouvernement fédéral de deux projets de loi

encadrant le stockage offshore de CO₂

8. Ministère de l'Environnement et du Climat (BMUKN) : nouvel organigramme

Transports

1. Plan d'infrastructures de recharge : l'Allemagne accélère le déploiement des bornes électriques
2. Changements à la direction de la Deutsche Bahn
3. Lufthansa : bons résultats confirmés, conflit social ravivé et recentrage opérationnel

Entreprises & International

1. Impact critique de la crise Nexperia sur les chaînes de production automobile allemandes
2. L'Allemagne relance les « contrats de protection du climat » pour l'industrie
3. L'Allemagne adopte un agenda de modernisation pour une administration plus rapide et numérique

4. Cinq fédérations alertent le gouvernement sur l'industrie des batteries en danger

5. L'Allemagne adopte une stratégie sur la micro-électronique

6. Forte dépendance de l'Allemagne et de l'Europe aux importations chinoises de médicaments

7. Automobile : un sommet à la chancellerie fédérale pour soutenir la filière

Numérique & Innovation

1. Changement de direction chez Aleph Alpha

2. L'Allemagne mise sur ses startups pour relancer la défense

3. Infineon veut devenir leader des puces quantiques

[_Toc213170481](#)

325 000

Selon une étude de l'Institut de recherche sur l'emploi (IAB) c'est le nombre de travailleurs supplémentaires qui ont été nécessaires au cours des trois dernières années pour faire face à l'augmentation de la bureaucratie en Allemagne.

Transition Ecologique & Energétique

1. Loi d'accélération de l'hydrogène : projet adopté par le gouvernement

Le 1^{er} octobre 2025, le gouvernement fédéral allemand a adopté un projet de loi relatif à l'accélération du déploiement de l'hydrogène (WassBG). Parmi les mesures prévues, les installations de production (électrolyseurs sur terre et en mer), de stockage et de transport d'hydrogène ou dérivés couvertes par la loi sont reconnues d'« intérêt public majeur », un changement permettant une accélération des projets. En outre, les procédures d'autorisation et de planification sont simplifiées et davantage digitalisées. Des adaptations à la loi fédérale minière facilitent également l'extraction et l'exploitation de l'hydrogène géologique naturel. La ministre de l'Économie et de l'Énergie K.Reiche souligne que « les procédures d'autorisation sont encore trop lentes et trop bureaucratiques aujourd'hui. Avec la loi sur l'accélération du développement de l'hydrogène, nous simplifions désormais considérablement les procédures, nous numérisons les processus et nous accélérons les choses. » En introduction, la loi

fait référence à de l'hydrogène « climatiquement neutre » et non plus uniquement de l'hydrogène « vert ». Le projet de loi doit encore être examiné au Bundestag et Bundesrat. (Source : CP [BMW](#), [projet de loi](#))

2. Ministère de l'Économie et de l'Énergie (BMWE) : nouvel organigramme

Le 1^{er} octobre, le nouvel organigramme du ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie (BMWE) a été présenté en interne par la Ministre K. Reiche, puis publié sur le site internet du Ministère. Déjà nommé en mai dernier, le secrétaire d'État fonctionnaire en charge de l'énergie est Frank Wetzel, anciennement chef de bureau à la chancellerie fédérale. Sous sa direction, trois départements sont principalement en charge des sujets énergie : (1) le département II : efficacité énergétique, chaleur, recherche dans le secteur de l'énergie, dirigé par Stephanie von Ahlefeldt ; (2) Le département III : Électricité, dirigé par Christian Schmidt ; (3) Le département VIII : Sécurité, gaz et hydrogène, participations, dirigé par Bernhard Kluttig, qui était en charge de l'industrie au sein du précédent ministère. Le sujet de l'hydrogène auparavant réparti entre plusieurs départements relève désormais principalement du département VIII. Le BMWE perd la compétence du climat, à présent rattachée au ministère fédéral de l'Environnement (BMUKN). Le portefeuille de l'espace est désormais une compétence du ministère de la recherche (BMFTR) et la simplification administrative est rattachée au ministère du numérique (BMDS) (Source : [BMWE](#)).

3. Fusion nucléaire : plus de 2 Mds d'investissement prévus dans la recherche

Le 1^{er} octobre, le ministère fédéral de la Recherche (BMFTR) a publié un plan d'action, comprenant 8 actions clés pour promouvoir la fusion nucléaire

dans le pays. Pour rappel, le traité de coalition du gouvernement se fixe pour objectif la construction du premier réacteur à fusion au monde en Allemagne. Selon le plan d'action, ce dernier doit être construit prioritairement par des entreprises allemandes et *« dans le même temps établir l'Allemagne comme producteur d'énergie et nation exportatrice dans le secteur de la fusion »*. Afin d'atteindre cet objectif, plus de 2 Mds d'euros d'investissements dans la recherche pour la fusion sont prévus d'ici 2029 *« pour la promotion de la recherche et pour soutenir la mise en place de nouvelles infrastructures de recherche et de démonstrateurs technologiques »*. (Source : [BFMTR](#), [plan d'action](#))

4. Déplacement de la ministre K.Reiche en Ukraine

Du 24 au 26 octobre, la Ministre fédérale allemande de l'Économie et de l'Énergie, K. Reiche, s'est rendue en Ukraine pour évoquer notamment le partenariat germano-ukrainien dans le secteur de l'énergie. Elle a rencontré la première ministre ukrainienne, Y. Svyrydenko, la ministre de l'Énergie, S. Grynychuk et le ministre de l'Économie, de l'Environnement et de l'Agriculture O. Sobolev. Une délégation d'entreprises l'a accompagnée lors de ce voyage. La ministre a apporté son soutien à l'Ukraine pour reconstruire les infrastructures énergétiques détruites par la guerre et a promis une aide supplémentaire. Selon la ministre, l'Allemagne aurait déjà versé environ 390M d'euros au fonds de soutien à l'énergie pour l'Ukraine, qui finance notamment le remplacement des pièces et équipements détruits pendant la guerre. *« Une aide urgente est nécessaire pour reconstruire et sécuriser l'approvisionnement énergétique. Nous voulons ici explorer comment l'Allemagne peut apporter un soutien encore plus concret et plus efficace dans le cadre du partenariat énergétique germano-ukrainien et au-delà »* a

souligné la ministre (Source : [BMWE 1](#), [BMWE 2](#)).

5. Débats autour de la baisse des prix de l'électricité

Comme mentionné dans notre précédente veille sectorielle [n°9/2025](#), le gouvernement fédéral a proposé plusieurs mesures, actuellement en discussion au Parlement, afin de diminuer les prix de l'électricité. 1) La subvention prévue de 6,5 Mds d'euros par an, pour baisser les tarifs d'utilisation des réseaux à partir de 2026 pourraient entraîner leur réduction environ de moitié, selon les tarifs provisoires publiés par les gestionnaires de réseaux de transport allemands, en octobre. Les clients finaux devraient également en profiter, l'allègement pouvant cependant varier selon la région. 2) La pérennisation de la baisse de la taxe sur l'électricité au minimum européen, décidée par le gouvernement, continue en revanche de faire débat ces derniers jours, le gouvernement étant vivement critiqué par les PME et les associations de consommateurs. En effet, une promesse du traité de coalition était de l'élargir à tous les consommateurs, or le projet actuel la réserve uniquement au secteur de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et de la sylviculture. Dans un avis rendu le 17 octobre, le Bundesrat, chambre haute du Parlement représentant les Länder, a demandé l'élargissement de cette baisse à tous les consommateurs. De même, les groupes parlementaires de la coalition CDU/CSU et SPD discutent actuellement d'un possible élargissement en tentant de trouver des pistes de solution quant à son financement. Le sujet doit être encore arbitré, même si le gouvernement aurait acté, la semaine dernière, le rejet de la proposition des Länder d'élargir la réduction de la taxe sur l'électricité à tous les consommateurs.

6. L'Allemagne relance les « contrats de protection du climat » pour l'industrie

Le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie (BMWE) a lancé, le 7 octobre, la phase préparatoire du deuxième appel d'offres pour les Contrats de protection du climat (un dispositif de type *Carbon Contract for Difference*). Ce dispositif vise à compenser les investissements des industries qui transforment leurs installations conventionnelles en procédés de production bas-carbone. Cette forme de soutien est destinée à l'industrie des matériaux de base très émettrice (chimie, sidérurgie, ciment, papier, verre, céramique, etc.). Ce nouveau cycle, plus flexible, « ouvert technologiquement » et accessible aux PME, inclut désormais les technologies de captage, stockage ou utilisation du CO₂ (CCS/CCU) parmi les solutions éligibles. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 1^{er} décembre 2025 pour s'enregistrer dans le cadre de la phase préliminaire, étape indispensable avant le dépôt d'un projet lors du deuxième appel d'offres prévu mi-2026. Le BMWE prévoit une enveloppe budgétaire d'environ 6 milliards d'euros pour cette deuxième vague, sous réserve de l'adoption du budget fédéral 2026 et de l'autorisation de la Commission européenne au titre des aides d'Etat. (Source : CP [BMWE](#))

7. Adoption par le gouvernement fédéral de deux projets de loi encadrant le stockage offshore de CO₂

Le gouvernement fédéral a adopté deux projets de loi établissant le cadre juridique pour le stockage offshore du CO₂ (CCS). Le premier projet de loi vise à ratifier l'amendement de 2009 au Protocole de Londres, autorisant l'export de CO₂ vers d'autres Etats en vue du stockage offshore, ouvrant la voie à la conclusion rapide d'accords bilatéraux. Le second projet modifie la loi sur le

stockage en haute mer (*Hohe-See-Einbringungsgesetz* - HSEG) pour permettre le stockage offshore dans la zone économique exclusive (ZEE) allemande et sur le plateau continental. Le ministre fédéral de l'Environnement et du Climat, Carsten Schneider (SPD), a souligné que les technologies de capture et stockage de CO₂ (CCS) pouvaient apporter une contribution supplémentaire à la neutralité climatique, sans se substituer à la priorité de la réduction directe des émissions. Les zones marines protégées resteront exclues de toute activité de stockage, de même qu'une zone tampon de huit kilomètres autour de celles-ci, afin de préserver les écosystèmes sensibles. Ces projets de loi doivent encore être adoptés par le Bundestag. (Source : CP [BMUKN](#))

8. Ministère de l'Environnement et du Climat (BMUKN) : nouvel organigramme

Cinq mois après la formation du gouvernement fédéral, le ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection du climat, de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMUKN) a présenté sa nouvelle structure organisationnelle. Cette réforme marque le retour complet de la politique climatique nationale et internationale dans le giron du ministère. Le ministre Carsten Schneider (SPD) souhaite « rapprocher écologie et économie » et « faire du climat et de la circularité des leviers de compétitivité et d'emploi ». Deux nouvelles directions sont créées : la « Protection climatique nationale et européenne », dirigée par Berthold Goeke, et la « Protection climatique internationale », confiée à Heike Henn, venu du ministère de la Coopération économique (BMZ). Une nouvelle direction « Questions fondamentales », dirigée par Markus Gallader, sera notamment chargée de l'adaptation au changement climatique. Le thème économie circulaire devient une

priorité stratégique, avec 260 millions d'euros prévus jusqu'en 2029 pour renforcer la résilience économique, sécuriser l'approvisionnement en matières premières et promouvoir des procédés de production sobres en ressources. Les domaines de la numérisation, de la sécurité nucléaire, de la gestion de l'eau et de la protection de la nature voient également leurs structures consolidées. (Source : [BMUKN](#))

Transports

1. Plan d'infrastructures de recharge : l'Allemagne accélère le déploiement des bornes électriques

Le ministère des Transports a présenté le 20 octobre le *Masterplan Ladeinfrastruktur 2030*, un plan qui vise à accélérer l'installation de bornes et à simplifier l'usage de la voiture électrique. Le texte part du constat que l'électro-mobilité progresse moins vite qu'attendu et fixe trois axes : étoffer l'équipement là où il manque (immeubles collectifs, dépôts et sites d'entreprises), assurer la continuité des trajets longue distance avec un maillage de recharge rapide pour les camions le long des autoroutes, et rendre la recharge plus lisible pour l'utilisateur. Concrètement, le plan annonce des soutiens ciblés (sous réserve budgétaire), la publication centralisée des prix ad hoc afin de faciliter la comparaison dans les applications, la clarification des règles d'urbanisme pour implanter des bornes plus facilement en ville et en zone d'activité, et des procédures de raccordement au réseau plus transparentes et plus rapides. Il prévoit enfin de supprimer les frais de blocage la nuit sur les points de charge lente. (Source : [BMV](#))

2. Changements à la direction de la Deutsche Bahn

Ce mois-ci, la Deutsche Bahn a entrepris une large réorganisation de sa gouvernance. Après la prise de fonctions d'Evelyn Palla comme PDG le 1er octobre, le Conseil de surveillance a

nommé, le 30 octobre 2025, trois nouveaux membres du directoire : Karin Dohm (directrice financière), Harmen van Zijderveld (transport régional) et Bernhard Osburg (fret), entraînant le départ de Sigrid Nikutta et de Berthold Huber. Cette recomposition boucle la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante chargée de redresser la performance opérationnelle et d'accélérer la transformation du groupe. (Source : ir.deutschebahn.com)

3. Lufthansa : bons résultats confirmés, conflit social ravivé et recentrage opérationnel

En octobre, Lufthansa a publié son rapport trimestriel confirmant un résultat opérationnel de 1,3 Md€ et ses objectifs annuels. Les premières lignes long-courriers équipées du nouveau concept « Allegris » ont débuté depuis Francfort. Sur le plan social, l'échec le 23 octobre des discussions sur la retraite complémentaire des pilotes a ravivé la menace de grève. Le PDG Carsten Spohr a accordé une interview conjointe avec Ben Smith (PDG d'Air France), appelant à des conditions de concurrence plus équitables pour les compagnies européennes. Enfin, le groupe a poursuivi son recentrage avec un transfert progressif d'activités vers Lufthansa City Airlines et Discover Airlines, dans une logique d'intégration renforcée des compagnies du groupe. (Source : [Financial reports - Lufthansa Group Investor Relations](#))

Entreprises & International

1. Impact critique de la crise Nexperia sur les chaînes de production automobile allemandes

Début octobre, le gouvernement néerlandais a pris le contrôle de Nexperia, filiale du groupe chinois Wingtech, mettant en cause des risques pour la sécurité nationale. En mesure de rétorsion, la Chine a interdit l'exportation des

puces produites par Nexperia dans ses usines, risquant de provoquer une pénurie imminente d'approvisionnement, touchant principalement la filière automobile. Les composants concernés sont essentiels aux calculateurs embarqués et présents dans une grande partie des véhicules. Les équipementiers allemands (Bosch, ZF, Mahle) ont ouvert des cellules de crise et envisagent du chômage partiel pour certaines usines. Les constructeurs comme Volkswagen ou BMW ont également déclaré s'exposer à des arrêts de production si les alternatives, difficiles à qualifier rapidement, ne peuvent être mises en place. Les véhicules électriques et hybrides sont particulièrement vulnérables. L'association de l'industrie automobile allemande (VDA) et la Fédération de l'industrie allemande ont tous deux pointé la « vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement stratégiques européennes » et appelé à agir pour garantir la stabilité de l'industrie. Les constructeurs automobiles ont assuré que les niveaux de stock sont serrés mais que les risques immédiats de perte de production sont limités.

2. Les producteurs d'acier allemands soutiennent le projet de règlement européen sur les surcapacités d'acier

La Fédération allemande de l'industrie sidérurgique (WV Stahl) et Thyssenkrupp Steel ont salué le projet de règlement européen sur les surcapacités d'acier. Ils estiment que les mesures proposées rétablissent une concurrence équitable et garantissent la résilience industrielle de l'Allemagne, où 5,5 millions d'emplois dépendent directement ou indirectement de la sidérurgie. Ils appellent à une mise en œuvre rapide du règlement. Cependant, les constructeurs automobiles, représentés par l'Association allemande de l'industrie automobile (VDA), craignent une hausse des coûts pour les consommateurs et un alourdissement des charges administratives. Ces inquiétudes sont partagées par d'autres secteurs, comme l'électrotechnique

(ZVEI), qui redoutent une perte de compétitivité. Ces enjeux, ainsi que les perspectives d'avenir de l'industrie sidérurgique allemande, seront au cœur des discussions du sommet sur l'acier prévu à la chancellerie fédérale le 6 novembre.

3. L'Allemagne adopte un agenda de modernisation pour une administration plus rapide et numérique

Le 1er octobre, le ministre Wildberger (Ministère fédéral de la Numérisation et de la Modernisation de l'État) a présenté l'« Agenda de modernisation de l'État et de l'administration », adopté en Conseil des ministres. Structuré autour de cinq priorités (réduction de la bureaucratie, meilleure qualité législative, services centrés sur les citoyens et les entreprises, gestion du personnel orientée vers l'avenir, et administration fédérale plus efficace), le programme prévoit entre autres une baisse de 8 % des effectifs fédéraux et de 10 % des coûts matériels. Mis en œuvre par cycles de six mois avec objectifs mesurables, il inclut des projets phares tels que la centralisation en ligne des immatriculations, les permis numériques, la création d'entreprises en 24 heures, le recours accru à l'IA dans les procédures administratives, la création d'une agence « work and stay » pour attirer la main-d'œuvre qualifiée et une stratégie nationale pour les centres de données d'ici fin 2025.

4. Cinq fédérations alertent le gouvernement sur l'industrie des batteries en danger

Dans une lettre ouverte, cinq associations professionnelles (VCI, KLIB, VDA, VDMA, ZVEI) se sont adressées au chancelier fédéral Friedrich Merz (CDU) ainsi qu'à plusieurs ministres fédéraux le 15 octobre 2025 car elles considèrent que le site de production de batteries et l'écosystème des batteries en Allemagne et en Europe sont en danger et avertissent que le développement de l'écosystème des batteries, qui en est

encore à ses débuts, risque de s'arrêter. Les fédérations appellent à un sommet sur les batteries et présentent les revendications suivantes : mettre en place une stratégie commune et à long terme au niveau allemand et européen, clarifier et rendre contraignantes les conditions, avoir une compréhension globale des chaînes d'approvisionnement en batteries, améliorer les conditions locales, garantir des conditions de concurrence équitables, partager les risques entre grandes et petites entreprises, sécuriser les matières premières et promouvoir la recherche et le développement. (Source : [VCI](#))

5. L'Allemagne adopte une stratégie sur la micro-électronique

Le gouvernement fédéral a adopté le 15 octobre 2025 sa stratégie microélectronique qui établit un cadre d'orientation afin de mettre en œuvre des mesures ciblées dans ce domaine. Cette stratégie constitue une contribution importante à l'«Agenda high-tech pour l'Allemagne» mis en place par le BMFTR (Ministère fédéral de la Recherche, de la Technologie et de l'Espace). La Stratégie tire également parti des opportunités offertes par le « *European Chips Act* », qui permet à l'Union européenne d'agir de manière coordonnée dans cette technologie, en se concentrant sur les applications clés à savoir l'IA, le quantique, la biotechnologie, l'énergie et la mobilité verte. Les trois axes principaux de la stratégie sont : la promotion de la recherche, la garantie d'une main d'œuvre et le développement de la production, en particulier en Allemagne. (Source : [chancellerie fédérale](#))

6. Forte dépendance de l'Allemagne et de l'Europe aux importations chinoises de médicaments

Une [étude](#) de l'Institut de l'économie allemande (IW), réalisée pour Pro Generika, souligne la forte dépendance de l'Allemagne et de l'Europe aux importa-

tions chinoises de produits pharmaceutiques. Sur 56 principes actifs essentiels examinés, 20 présentent une forte vulnérabilité : un arrêt des livraisons chinoises ferait perdre au moins un tiers des capacités mondiales, soit jusqu'à 42M de boîtes de médicaments qui pourraient manquer par an en Allemagne. Cette dépendance touche surtout les antalgiques, les antibiotiques et les anti-diabétiques. La Chine joue aussi un rôle croissant comme fournisseur d'intrants chimiques : ses importations vers l'Allemagne ont été multipliées par sept depuis 2010, atteignant 352 M€. Enfin, la Chine renforce sa position innovante, représentant désormais près d'un huitième des brevets pharmaceutiques mondiaux, alors que la part allemande est en recul. L'étude recommande de diversifier les sources et de renforcer les capacités européennes d'innovation et de production.

7. Automobile : un sommet à la chancellerie fédérale pour soutenir la filière

Le 9 octobre, lors de l'Autogipfel à la chancellerie fédérale, le gouvernement a confirmé l'injection de 3 Mds€ pour stimuler l'achat de véhicules électriques pour les ménages modestes et moyens, la prolongation de l'exonération de taxe automobile pour les voitures 100 % électriques jusqu'au 31 décembre 2035 et l'accélération du déploiement des bornes de recharge et de l'écosystème batteries. Concernant l'interdiction des moteurs thermiques, le chancelier Merz a affirmé ne pas vouloir de « rupture brutale » en 2035 et prône flexibilité et ouverture technologique (prolongateurs d'autonomie, hybrides rechargeables). La coalition reste divisée, le SPD est attaché à l'objectif 2035 mais reste conciliant sur les trajectoires). Aucune position sur le projet européen contre les surcapacités d'acier n'a enfin été adoptée, reflet d'un arbitrage sensible entre compétitivité automobile et besoins de la sidérurgie.

1. Changement de direction chez Aleph Alpha

Jonas Andrulis, fondateur et directeur général d'Aleph Alpha, quitte ses fonctions avec effet immédiat et prendra la tête du conseil de surveillance de la licorne allemande début 2026. La direction opérationnelle revient désormais à Reto Spörri, ex-groupe Schwarz, et Ilhan Scheer, ancien d'Accenture. Ce passage de relais s'inscrit dans une restructuration visant à repositionner la start-up allemande de l'IA sur un modèle économique durable et une présence européenne renforcée. Fondée en 2019 pour produire des LLM et ainsi rivaliser avec OpenAI, Aleph Alpha recentre désormais ses efforts sur des applications d'intelligence artificielle spécialisées pour l'industrie et l'administration.

2. L'Allemagne mise sur ses startups pour relancer la défense

Le ministre Boris Pistorius veut dynamiser l'innovation militaire allemande en soutenant plus directement les PME et start-up. Portée par la guerre en Ukraine et la volonté d'autonomie stratégique, l'Europe prévoit de doubler ses dépenses de défense d'ici 2030, à 800 milliards d'euros. En Allemagne, des acteurs comme Helsing, Quantum Systems ou Circus Group incarnent ce nouvel élan, soutenus par des fonds tels que Bessemer Venture Partners ou le Hightech-Gründerfonds. Ces entreprises misent sur le « dual use », des

technologies à la fois civiles et militaires, dans les domaines de la robotique, des drones et de l'IA — malgré des processus d'achat encore longs et complexes.

3. Infineon veut devenir leader des puces quantiques

Le géant allemand des semi-conducteurs Infineon mise sur les processeurs à pièges d'ions, cœur des futurs ordinateurs quantiques. Déjà rentable, cette activité vise à faire d'Infineon le fournisseur clé du secteur, à l'image de Nvidia pour l'IA. Depuis son laboratoire de Villach (Autriche), le groupe collabore avec des startups comme IonQ et Quantinuum, dans un marché que McKinsey estime entre 28 et 72 milliards de dollars dans les prochaines années. Face au ralentissement de ses activités traditionnelles, Infineon cherche à industrialiser la technologie quantique et à en faire un moteur de croissance. En 2025, la société prévoit une accélération du passage de la recherche à l'application, portée par une vague d'investissements européens dans les technologies quantiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Brouillet

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOIJAT-GOUTTEQUILLET, Simon HENNO, Manuela SACCOMANO

Relecteurs : Bertrand LE TALLEC, FREDERIC MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr